
Le mois

Chronique de crise (1) « De mensen leven hier en nu »

ANDRÉ JAKKALS

Curieux mois de septembre. Terne rentrée. Comme si chacun retenait son souffle et n'osait s'avancer jusqu'au cœur du débat budgétaire et social. Un débat qui fondamentalement porte sur le « vivre ensemble », sur les rapports entre les Belges et leur État, entre les entreprises et les travailleurs, entre les Belges et les générations futures, entre les Belges et leur environnement. Mais on ne le prend pas comme tel. Ou si peu. Il y a une grosse panne d'imagination collective. Malgré la nouveauté et l'ampleur des défis, la rentrée politique se fait quasiment selon les codes en vigueur. Chacun vient avec ses positions, pour la plupart largement prévisibles. L'un pour « faire payer les banques », l'autre pour « réduire les fonctionnaires », l'autre encore pour réduire la norme de croissance des dépenses en soins de santé. Dans le langage politique belge, on appelle cela de la « musculation ». Et généralement, celle-ci est suivie de compromis plus ou moins équilibrés où chacun peut s'estimer heureux d'avoir sauvé la face, en se permettant d'afficher un résultat qui ressemble de près ou de loin à ce qu'il avait publiquement réclamé et en mettant en tout petits caractères la concession majeure qu'il aura finalement été contraint de lâcher.

Quoi de plus normal, se diront les blasés, cela a toujours fonctionné comme cela. Il n'y a pas de quoi s'inquiéter. Mais aujourd'hui, même les plus routiniers des petits codes non écrits de la poli-

tique belge semblent perplexes face à la paroi à franchir pour éviter que l'État, ses entités fédérées, ses communes ne se retrouvent dans la spirale de l'effet boule de neige de la dette publique qui s'autoalimente et qui paralyse pour longtemps toute réelle possibilité d'action publique.

« L'État ne peut pas tomber en faillite »

Globalement, on est encore largement dans la sous-estimation de l'effort, voire dans le déni pur et simple. Que celui-ci soit le fait de la grande moyenne de la population qui ignore ce que 25 milliards d'euros veulent dire en termes de finances publiques, cela semble normal, même si on doit le regretter. Mais que les responsables politiques entretiennent cette ignorance, il y a de quoi s'inquiéter. En Belgique francophone, on n'a que peu suivi l'affaire, mais en Flandre, les déclarations faites par le président du PS au quotidien *Het Nieuwsblad* ont suscité une sacrée émotion. Il y a bien sûr un soupçon de mauvaise foi dans la manière dont elles ont été traduites. Elio Di Rupo réagissait aux propos du ministre du Budget Guy Van Hengel selon lesquels l'État belge serait « virtuellement en faillite ». La Flandre médiatico-politique a seulement retenu des propos présidentiels qu'il ne fallait pas « sacrifier la génération présente pour nos enfants ». Bien sûr, ce n'était pas exactement ce qu'il avait dit, le titre n'étant qu'un résumé tendancieux d'une phrase reprise dans le corps de l'interview dans laquelle Elio Di Rupo affirmait littéralement que « les problèmes budgétaires ne sont pas la

fin du monde. Nous n'allons quand même pas sacrifier cette génération? Bien sûr, nous devons penser à nos enfants, mais les gens vivent ici et maintenant¹ ». Il n'en fallait pas plus pour qu'aussitôt le président du PS fût comparé à feu Guy Mathot qui avait déclaré en pleine crise des années septante — alors qu'il était ministre du Budget — que « le déficit public disparaîtrait, comme il était venu »...

Le déni, vertu francophone ?

On ne peut que s'interroger sur l'interprétation à donner à cette déclaration présidentielle...

S'agit-il d'une « gaffe »? Les termes ont-ils été voulus, pensés, prononcés consciemment? Difficile à dire. Par contre, il est certain que l'ensemble des partis et de la presse flamande y ont vu un pied de nez de taille par rapport à toute velléité de faire la moindre économie dans les services publics et dans la sécurité sociale. Un pied de nez francophone et donc forcément irresponsable... aux yeux d'une opinion flamande qui continue malgré toutes les évolutions communautaires à se comprendre comme le cœur de l'intérêt général belge. Mais malgré cette première phase de déni essentiellement francophone — on verra comment plus loin il se manifeste dans le monde de l'enseignement —, le gouvernement fédéral et les Communautés et Régions sont cependant parvenus le 16 septembre à se mettre d'accord sur la répartition des efforts budgétaires à effectuer. Faut-il voir dans la vitesse de la décision un heureux présage pour la suite? Peut-être, mais on sent tous les partis décidés à reporter à l'après 2011 l'essentiel des économies... soit après les élections fédérales qui sont déjà très proches. Le Conseil supérieur des finances ne recommande-t-il pas lui aussi de ne pas trop mettre le paquet dans les deux prochaines années? Il faudrait, dit-on, ne pas trop

hypothéquer le retour de la croissance que tout le monde annonce, comme le paysan sahélien implore la pluie, sans certitude aucune qu'elle soit jamais réellement au rendez-vous.

La prophétie du Bureau du plan

La seule chose qui pleut en cette rentrée, ce sont les pertes d'emplois. À Opel Anvers que l'on s'indigne de voir condamnée par le nationalisme économique allemand, alors que « la compétitivité de l'usine est la meilleure ». Chez Arcelor Mittal à Liège, chez AGC-Automotive à Seneffe et à Fleurus... Pourtant, ces fournisseurs de l'industrie automobile n'en sont qu'au début de la crise. Les grands pays producteurs ont dopé leurs ventes par les primes à la casse. Et l'année 2010 s'annonce une des plus mauvaises depuis 1970, les ménages allemands ayant anticipé leurs achats de nouveaux véhicules pour profiter de la prime fédérale. À la fin du mois d'août, la Belgique comptait 467 718 chômeurs, soit 39 501 de plus qu'en juillet et 47 827 de plus qu'en août 2008, selon les chiffres publiés par l'Onem. La croissance du chômage était surtout sensible en Flandre: + 21 % en un an, pour + 6 % « seulement » en Wallonie et + 9,8 % à Bruxelles. La crise touche durement l'économie florissante de la Flandre où la part de l'emploi privé est relativement plus grande qu'en Wallonie. Mais ce ne serait qu'un début. À la fin septembre, le Bureau du plan annonçait que le chômage grimperait encore en 2010 et en 2011. Le chiffre prédit a quelque chose de magique dans sa précision mathématique et dans la répétition des « 7 »: 777 700. On commence tout juste à percevoir les implications d'une telle évolution. Comme pour le budget, les réponses collectives devront sans doute être d'un genre inédit... Mais on ne voit, par exemple, encore aucun acteur important du champ politique belge parler notamment de réduction et/ou de redistribution du temps de travail. Les éditoriaux du *Standaard*, eux, ne parlent que d'un surcroît d'activation des demandeurs d'emploi.

1 « De budgettaire problemen zijn niet het einde van de wereld. We gaan deze generatie toch niet opofferen? Natuurlijk moeten we denken aan onze kinderen, maar de mensen leven hier en nu. »

Amers fruits de la croissance

On ne voit pas non plus un seul de ces mêmes acteurs médiatiques, politiques ou sociaux proposer une vraie réflexion collective sur les limites du modèle de la relance par le pouvoir d'achat individuel. C'est que la crise financière et son coût pour les finances publiques ont l'immense mérite de dissimuler que bien avant le sauvetage des banques, le budget belge était déjà très mal barré parce que l'essentiel des efforts menés pendant les années nonante avait été mangé dans le partage des « fruits de la croissance ». Tant que cette amnésie organisée dominera, tant qu'aucune évaluation des réformes fiscales passées ne sera effectuée, on voit mal émerger un nouveau consensus sur le financement des fonctions collectives dont la Belgique a besoin en ce XXI^e siècle pour affronter l'ensemble de ses défis sociaux, écologiques et économiques.

Refaire des liens

Ce mois de septembre 2009 aura aussi vu se succéder une série d'événements sans aucun lien apparent, mais que nous devrions sans doute commencer à apprendre à relier : la décision de la Communauté flamande d'interdire le port du voile dans les écoles officielles, la prise de position du Centre d'action laïque appelant à une même décision en Communauté française, la crise « sans précédent » de l'institution judiciaire scandée au grand jour par le Premier président de la cour d'appel de Bruxelles, Guy Delvoie, les incidents opposant des jeunes Molenbeekois à la police, l'arrestation d'un ancien président de la FEB suspecté d'avoir commis un délit d'initié dans le cadre de la chute de l'action Fortis, le début de mobilisation des enseignants francophones contre des mesures d'économie annoncées par le nouveau gouvernement de l'Olivier, l'arrogance d'Albert Frère défendant ses rentes électriques, l'épandage de millions de litres de lait par des agriculteurs wallons broyés par la faillite d'un modèle productiviste qu'ils n'osent quasiment pas remettre en question. Quels

points communs entre tous ces événements, sinon ce trouble d'un monde qui s'achève et qui ne voit pas encore ce qui lui succédera? ■

Enseignement le retour des années nonante ?

EVA LHOST

La crise a donc fini par rattraper le monde scolaire. Officiellement du moins, puisqu'il était évident depuis des mois qu'un trou gigantesque de plus de 600 millions d'euros était en train de se creuser dans le budget de la Communauté française. Tous les acteurs politiques et sociaux en étaient parfaitement conscients, mais se sont contentés d'un jeu de rôles bien convenu, en rivalisant, pendant la campagne électorale, de programmes et mémorandums ambitieux, particulièrement pour l'éducation et la formation. Sur les économies, les choix, pas un mot. Il est vrai que ce moment de la vie démocratique est peu propice à un quelconque exercice de vérité. Mais plus inquiétant par contre, les négociations d'accords de majorité n'ont pas permis de réaliser pendant l'été les arbitrages nécessaires au sein des finances publiques francophones, wallonnes et bruxelloises. On sait à présent que des « pistes » avaient été mises sur papier, sans être réellement tranchées.

On ne peut en vouloir à la ministre Simonet d'avoir déchiré ce voile pudique masquant la bombe à retardement d'un déficit qui grossit à vue d'œil. Parler vrai était inévitable et indispensable. Le contenu des « pistes de réflexion » et la méthode d'approche de la ministre ont par contre été pour le moins surprenants. Plutôt que d'attendre une démarche collective du gouvernement ou de discuter dans un premier temps avec ses interlocuteurs des seuls paramètres budgétaires du problème, pour ensuite ouvrir un large débat, la nouvelle ministre a curieusement préféré directement avancer ces fameuses pistes qui ont immédiatement conduit les syndicats à déterrer autant de haches de guerre.

Le débat s'est refermé avant même d'avoir commencé. Mais pouvait-il en être autrement? Toute mesure d'économie dans l'enseignement est plus douloureuse qu'ailleurs. Cela tient tout d'abord au fait que des restrictions entrent en contradiction massive avec les discours tenus sur la place cruciale de l'école dans la société. Parler de restrictions à des enseignants auxquels on confie une mission essentielle sinon écrasante ne peut que décupler leurs sentiments d'incompréhension, de dévalorisation et de rupture face à la crise que l'école, et même l'éducation au sens large, rencontre. Toute restriction participe pour eux inévitablement d'une politique du mépris à leur égard. D'autres raisons plus institutionnelles et proprement belges francophones conduisent une telle politique à l'impasse. Comme depuis la première année de communautarisation de l'enseignement, il y a vingt ans exactement, la structure de financement (sans outil fiscal propre) et de dépenses (essentiellement des salaires) de la Communauté française Wallonie-Bruxelles est singulièrement fragile. Dans un tel carcan, une récession se transforme vite en un « petit meurtre entre amis » dans l'enseignement ainsi que dans les secteurs culturels et non marchands. Ce genre d'exercice condamne à sacrifier l'essentiel pour préserver l'indispensable... Le monde scolaire, et plus largement socioculturel, n'est en réalité sorti que tout récemment de la série de trains de restrictions lancée à partir de 1990, voir de 1986 avec le conclave de Val-Duchesse. Ce n'est qu'à partir de 2004 que les premières marques du refinancement se sont fait sentir dans les écoles. Cinq ans de réinvestissements réels mais limités, c'est court pour tourner la page d'un conflit social de plus d'une décennie. Mais, par contre, vingt ans auraient dû suffire pour tirer les leçons des impasses dans lesquelles Wallons et Bruxellois continuent à s'enfermer. Allons-nous fêter vingt ans d'amnésie?

Les francophones belges ne semblent pas avoir encore réellement compris qu'un véritable projet de société demande d'élargir tout débat public (sur les politiques à mener et sur leur

financement) au-delà des limites étroites de la Communauté française. Ils ne semblent pas encore sortis du déni de leur propre dépendance : les économies wallonne et bruxelloise ne produisent tout simplement pas assez de richesses pour assurer notre niveau de vie. Et la responsabilité de cette situation est partagée, en ce compris par un système scolaire aussi fortement inégalitaire et cloisonné que le nôtre. Où investir dès lors prioritairement les maigres ressources francophones? Dans l'allongement des pistes d'aéroport et d'autres programmes d'infrastructures routières? Dans des politiques de sanction des chômeurs sous couvert d'« accompagnement » alors que les volumes d'offres d'emploi s'assèchent brutalement? Ou dans une refondation de notre système éducatif? Poser ces questions, c'est y répondre. Elles supposent cependant un préalable : remettre à plat l'ensemble des budgets publics tous niveaux confondus côté francophone, afin de les « consolider » et pouvoir y effectuer de réels arbitrages. Ce genre d'exercice doit conduire à rationaliser les répartitions de compétences ainsi qu'à diminuer le nombre d'institutions, de réseaux d'enseignement et de niveaux de pouvoir. Il faut d'urgence aller plus vite et plus loin que les compromis flous des récents accords de majorité autour des provinces en Wallonie et des communes à Bruxelles. En réduisant leurs dépenses, les cabinets ministériels et les Parlements ont ouvert une voie importante, symboliquement parlant, elle reste à concrétiser structurellement.

On peut espérer qu'une réallocation globale des ressources francophones dégage de premières économies qu'il faudra venir compléter en levant le tabou fiscal. Cette voie étroite permettrait de limiter des restrictions brutales dans l'enseignement et d'envisager autrement les pistes qui ont été enterrées, à peine révélées. Ainsi, supprimer purement et simplement le système de préretraite à partir de cinquante-cinq ans entraînerait certainement des économies, mais nierait la nécessité de gérer les fins de carrière et manqueraient un tout autre enjeu, intergénérationnel celui-là. D'une part, les nouveaux enseignants

ont besoin d'accompagnement; d'autre part, la génération de professionnels qui est en train de quitter l'école emporte avec elle une expérience qui serait utile aux jeunes collègues. Pourquoi ne pas introduire des alternatives à la préretraite comme le recyclage d'enseignants expérimentés dans le parrainage des jeunes enseignants? Ou offrir la possibilité à ces enseignants plus âgés d'apporter du soutien scolaire au sein des classes dès les premières difficultés de l'élève? Il est tout aussi nécessaire de réfléchir de manière différenciée au temps de travail enseignant en y incluant, pour les reconnaître, bien des dimensions et des inégalités actuellement cachées. Enseigner dans telle école ou telle autre n'est plus du tout faire le même métier et demande une adaptation des méthodes, des organisations horaires et des charges de travail.

Mais au-delà de ces pistes, une remise en question plus structurelle du système scolaire est indispensable. L'enjeu est de parvenir à un système efficace et équitable permettant de répartir sur un plus grand nombre d'écoles les élèves en difficulté. Le dégonflement soudain de la fameuse « bulle des inscriptions » a montré que c'est tout à fait réalisable. Mais jouer sur les seules inscriptions ne suffira pas. Il faudra, par exemple, cesser d'envoyer dans l'enseignement spécialisé des élèves qui n'ont rien à y faire, alors que ces structures sont bien plus coûteuses qu'une prise en charge à la source des difficultés d'apprentissage. C'est une des nombreuses réformes structurelles à engager pour réduire à moyen et long termes un échec scolaire qui constitue un gâchis humain évitable et... coûte annuellement à la Communauté française 350 millions d'euros, soit 16 millions de plus que ce qu'elle devra économiser à l'horizon 2015, tous secteurs confondus. Des mesures purement budgétaires, linéaires et de court terme ne conduiront pas à repenser l'école francophone belge pour qu'elle puisse répondre aux besoins des élèves et de l'ensemble de la société. Par contre, une refondation de notre enseignement peut déboucher sur plus d'efficacité.

L'école se retrouve à nouveau dans la situation tragique où ouvrir de tels chantiers de refondation est plus nécessaire, mais aussi plus difficile que jamais... voire impossible. D'autant plus qu'il ne suffira pas de limiter les restrictions et de rendre les investissements en éducation plus efficaces. De nouveaux moyens sont également indispensables pour répondre à bien des défis au premier rang desquels il faut placer les besoins énormes qu'engendreront, avant tout à Bruxelles, le boom démographique ainsi que la diversification ethnique et culturelle qui y est liée. Nul ne sait où les trouver.

Va-t-on en fait reproduire le schéma des années nonante? Finir par réduire l'emploi sans réorienter les politiques, c'est-à-dire adopter les pires mesures qui soient, entraînant la résistance légitime du monde enseignant, mais également un repli conservateur sur ses maigres acquis? Allons-nous nous enfermer dans les distinctions absurdes d'il y a quelques années: régler la question du « quantitatif » pour se préoccuper ensuite du « qualitatif »? Les moyens avant le projet? La méthode utilisée au début septembre par la ministre de l'Enseignement ressemble tellement à un mauvais remake que c'en est presque suspect. En immolant elle-même ses propositions, a-t-elle voulu préparer le terrain à des mesures réellement alternatives? Ce n'est manifestement pas bien parti. Et l'absence de forte solidarité au sein de l'Olivier ne conduit pas plus à l'optimisme. Le CDH, mis sous pression par les critiques venues essentiellement de l'école libre, hésite entre la joie d'avoir décroché la floche et l'effroi de constater qu'elle est en plomb. Ses partenaires se sont quant à eux courageusement débinés: le président du PS a feint la surprise en déclarant qu'il allait « interroger M^{me} Milquet », tandis que le chef de file Écolo au gouvernement tonnait, comme s'il était encore dans l'opposition, que « les enseignants ne sont pas responsables des erreurs des banques ».

De 2004 à 2009, le monde enseignant a tenté de panser ses plaies après plus de dix ans de conflits sociaux. Les politiques, les responsables

de réseaux et les représentants syndicaux n'ont pas alors été en mesure de mettre à profit ce qui, rétrospectivement, n'a été qu'une accalmie de courte durée. L'enseignement est aujourd'hui acculé, en pleine récession, à se repenser. Les chances d'y parvenir sont très minces. Mais, a contrario, espérer réformer l'école après une nouvelle série de chocs brutaux n'est certainement pas plus crédible. Autant essayer d'utiliser la rigueur comme une opportunité. ■

Iran : la guerre des symboles

PIERRE VANRIE

Dans un régime dont le fondateur, l'ayatollah Khomeiny, demeure le symbole, les références à celui-ci ont désormais tendance à être monopolisées par l'opposition, celle incarnée par les deux candidats malheureux à la dernière élection présidentielle de juin 2009, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi.

Certes, la belle unanimité régnant officiellement autour de Khomeiny n'est jamais parvenue à cacher un débat et des dissensions autour de son projet politique et philosophique. Au début de la révolution, il y avait déjà des ayatollahs, majoritaires d'ailleurs au sein du clergé chiite, rejetant la doctrine du *velayat é faqih* (qui considère que l'autorité religieuse la plus compétente doit exercer le pouvoir temporel et qui justifie donc la théocratie) au nom de la séparation entre le clergé chiite et le pouvoir politique. Dans l'ambiance révolutionnaire de l'époque, ils ont alors été marginalisés voire « défroqués », comme ce fut le cas de l'ayatollah Chariat Madari. L'ayatollah Montazeri, quant à lui, dauphin déchu de Khomeiny, qui a contribué à l'élaboration de cette doctrine, estime qu'elle est mal appliquée aujourd'hui, ce qui lui vaut d'être placé en résidence surveillée à Qom. Mais, outre ces derniers, il y a dans la mouvance ultra-conservatrice partisane du *velayat é faqih* une remise en cause même du principe de « République » islamique. Le chef de file de cette tendance

est l'ayatollah Mesbah Yazdi qui considère que « république » et « islam » sont incompatibles et que le *vali ul faqih* (le Guide suprême) est le représentant de l'imam caché sur terre dont aucune décision ne peut être contestée. Par cette interprétation absolutiste, il remet en cause la doctrine de Khomeiny dont il a été l'élève et dont il estime que la philosophie a été mal interprétée. Mesbah Yazdi, bête noire du courant réformateur et qui aurait même publié des fatwas autorisant le meurtre d'opposants, est considéré comme le guide spirituel du président Ahmadinejad.

Khomeiny, symbole de la contestation

Ces débats n'empêchent pas que Khomeiny incarne toujours une sorte de clef de voûte symbolique du régime. Pour autant, il est devenu tout au long de la campagne électorale et après les élections présidentielles du 12 juin, une image utilisée presque exclusivement par les candidats réformateurs Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, c'est-à-dire, dans le contexte actuel, le symbole de la contestation de ce même régime. La tendance conservatrice qui détient le pouvoir a d'ailleurs perçu le danger de cette « récupération » au point de faire en sorte que les célébrations du souvenir de l'« imam » qui ont lieu chaque année depuis 1989 soient annulées. La crainte est en effet que ce genre de cérémonie soit désormais instrumentalisée par une opposition réprimée, dont les demandes officielles pour manifester sont systématiquement rejetées et qui profite donc de la moindre occasion officielle pour se faire entendre. Le petit-fils de Khomeiny, Hassan Khomeiny, que le régime a mis un temps en avant dans un désir de pérennisation symbolique du système, et qui est responsable du mausolée où se trouve enterré son grand-père, a d'ailleurs pris ses distances avec le régime en refusant d'assister à la cérémonie d'investiture consacrant la réélection de Ahmadinejad. Et il s'affiche ostensiblement

avec des personnalités proches de Moussavi et de l'ancien président réformateur Khatami. La grande prière de la fin du mois de jeûne du Ramadan (*aid al fitr*) qui devait se tenir dans un vaste lieu de prière de Téhéran prévu pour accueillir des centaines de milliers de personnes s'est finalement tenue à l'université de Téhéran, lieu plus étroit permettant un contrôle policier plus efficace. Cette décision cache mal la crainte des autorités de voir ce type d'occasion transformée en manifestation de contestation. De grandes cérémonies religieuses prévues à l'occasion du mois du Ramadan ont ainsi été annulées ou déplacées dans des endroits moins en vue sous des prétextes divers cachant mal la crainte des autorités de voir ces occasions transformées en autant de manifestations de contestation.

De même, la cérémonie commémorant la mémoire de l'ayatollah Taleghani, autre grande figure révolutionnaire décédée en 1979, prévue dans un haut lieu de la pensée religieuse réformatrice de Téhéran, n'a pas non plus été autorisée. Il faut dire que la cérémonie d'hommage à Beheshti, l'un des architectes de la révolution, assassiné en 1981, qui a eu lieu dans une mosquée du nord de Téhéran à la fin du mois de juin dernier avait été l'occasion d'une manifestation spontanée d'opposants à la réélection d'Ahmadinejad bien vite réprimée.

L'opposition s'est donc réapproprié les armes symboliques d'un régime qui s'appuyait notamment sur ce genre de célébration pour assurer sa pérennité. La prière du vendredi, véritable institution du régime et dont le premier dirigeant fut précisément l'ayatollah Taleghani, a également été l'occasion d'une contestation lorsque Hashemi Rafsandjani, personnage central de l'histoire et du fonctionnement de la République islamique, en a été l'imam le 17 juillet dernier.

Pour la première fois dans l'histoire trentenaire de cette république, la prière du vendredi à l'université de Téhéran a été réprimée par les forces de l'ordre et l'un des candidats réformateurs qui s'y rendait, Mehdi Karoubi, a été agressé. Même

l'organisation de la « Journée de Jérusalem », qui a eu lieu le 18 septembre dernier, et qui est l'occasion pour les autorités iraniennes d'exprimer leur solidarité avec les Palestiniens sur un mode anti-israélien radical et où les conservateurs communient entre eux, a suscité des craintes de la part des autorités au point que le Guide suprême Ali Khamenei a dû demander lors de la prière du vendredi précédent, que cette journée « ne se transforme pas en celle de la désunion ». Comme prévu, ce rassemblement a été instrumentalisé par l'opposition dont les partisans s'y sont rendus en masse donnant à cette manifestation un déroulement totalement inédit. Aux cris de « mort à Israël » et « mort à l'Amérique » scandés par les organisateurs, une partie de la foule répondait ainsi « mort à la Russie » (perçue comme un soutien du gouvernement d'Ahmadinejad) et « mort au dictateur » (allusion à Ahmadinejad). Par cette instrumentalisation, le régime se voit concurrencé directement dans un type d'événement sur lequel il s'appuyait jusque-là pour affirmer son orientation idéologique et montrer à la communauté internationale l'adhésion de la population autour de ses mots d'ordre politiques. La présence remarquée de l'opposition brouille ainsi le message que le régime voulait donner de lui-même à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iran.

La tendance dure du régime, qui a pris le pouvoir à l'occasion de cette élection douteuse, oscille ainsi entre la répression (notamment en jugeant dans un simulacre de procès certaines des personnalités qui faisait partie du système) de tout ce qui lui donnait sa force symbolique jusque-là, et le doute quant à la méthode à employer pour juguler une contestation toujours bien présente. Cette indécision transparaît ainsi de plus en plus dans les prêches du Guide suprême qui souffle tantôt le chaud tantôt le froid dès lors qu'il ne peut pas négliger outre mesure, par la répression, des symboles dans un régime où la charge idéologique pèse inévitablement de tout son poids.

L'« idéologie occidentale » est d'ailleurs présente sans surprise comme la responsable de la perversion de la jeunesse iranienne qui a participé en masse aux manifestations de protestation consécutives à l'élection présidentielle du 12 juin. Néanmoins, une étape a été franchie cette fois dans la logorrhée antioccidentale classique du régime iranien avec une attaque en règle des « sciences humaines » qui seraient à l'origine de l'« égarement » des jeunes Iraniens dès lors qu'elles transmettent des valeurs sociales et politiques occidentales. Deux tiers des étudiants inscrits dans les universités iraniennes aujourd'hui le sont dans des facultés de sciences humaines. Les autorités viennent donc d'annoncer des mesures visant à réduire ce nombre parallèlement à un contrôle renforcé du milieu étudiant par l'intermédiaire d'organisations d'étudiants bassidjis (miliciens chargés de la répression intérieure) qui remplissent désormais le vide laissé par la répression qui a frappé les principales organisations étudiantes dont la plus importante, le *Defter é Tahkim é Vahdat* (Bureau du renforcement de l'unité) qui avait publiquement apporté son soutien à la candidature de Mehdi Karoubi.

Les procès de Téhéran du mois d'août 2009 ont ainsi été l'occasion d'une condamnation par contumace sur la base de la théorie du complot des philosophes et sociologues occidentaux les plus emblématiques. Le philosophe allemand Jürgen Habermas, le politologue anglais John Keane, fondateur du Centre d'études de la démocratie à l'université de Westminster, et le philosophe américain Richard McKay Rorty, aujourd'hui décédé, ont ainsi été dénoncés pour leurs « idées subversives » dans une parodie de procès où Said Hajjarian, arrêté au lendemain de l'élection et considéré comme le « cerveau » du mouvement réformateur, a fait lire des aveux vraisemblablement extorqués sous la torture dans lesquels il reconnaissait avoir rencontré ces « agents des services secrets britanniques et américains ». Les autorités iraniennes pensent

donc que la réduction des filières en sciences humaines permettra de diminuer la capacité de contestation du mouvement étudiant. Pourtant, bon nombre de victimes étudiantes de la répression qui a suivi les manifestations contre la fraude électorale sont issues de facultés de sciences exactes. De même, à l'époque du shah, les grandes figures du mouvement étudiant contestataire qui ont à cette époque découvert les vertus de l'islam révolutionnaire et qui ont ensuite investi l'appareil d'État de la République islamique n'étaient pas non plus des étudiants en sciences humaines.

Le choix de Kameran Daneshdjou — ancien haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, responsable de l'organisation des dernières élections présidentielles — en tant que nouveau ministre des Sciences, en charge des universités, ne laisse en tout cas planer aucun doute quant à la volonté du régime d'opérer un contrôle accru sur les universités.

Par cette « reprise en main » opérée à la suite de l'élection présidentielle, le régime a considérablement réduit la base sur laquelle il s'appuyait pour se maintenir. Même les grands dignitaires religieux chiites viennent de remettre en cause la légitimité religieuse du Guide suprême Ali Khamenei en ne s'accordant pas avec lui sur la date de fin du mois de Ramadan. Dans ces conditions, le régime se fragilise dès lors que ses adversaires réformateurs qui jusque-là prenaient grand soin de ne pas dépasser certaines lignes rouges et donnaient ainsi une sorte de caution pluraliste au régime, pourraient radicaliser leurs positions à mesure que la répression qui les touche s'accroît. Un régime qui voit sa base rétrécir et qui est contesté jusque dans ses références symboliques risque alors de recourir à encore davantage de répression dans un cercle vicieux menaçant à terme son maintien. ■

20 septembre 2009

Libye : retour de l'« innocent », fatuité de Kadhafi et « barouf » médiatique

PIERRE COOPMAN

L'actualité donne parfois plus à réfléchir sur la forme que sur le fond, quand, à l'analyse des contours d'un événement, l'on redécouvre les tropismes, antennes et rationalisations a posteriori de certains médias arabes.

Les questions de fond semblent concerner la recherche de la vérité à propos des attentats contre les avions de la compagnie américaine Pan Am à Lockerbie, en Écosse, en 1988, et de la compagnie française UTA, au Niger, en 1989. Les médias soucieux d'investiguer ces questions emmèneront les amateurs de révélations de complots dans les arcanes des *Manipulations africaines*, de Pierre Péan¹. Sur un autre sujet, mais dans le même registre, ces médias pourront « booster » leur audimat en diffusant le nouveau « film enquête » sur le 11 septembre de l'ancien euro-député italien (2004-2009) Giulietto Chiesa. Ils participeront ainsi au « barouf » médiatique, au dévoilement de « faits troublants », non conformes aux « versions officielles »... Mais ces médias, comme la majorité du public lambda, sont sans doute confrontés à des réalités, à « trop de réalités », qui les dépassent. Croyant traiter des questions de fond, ils favorisent un récit médiatique au contraire très formel. C'est particulièrement le cas dans certains médias arabes qui, à l'occasion de la libération le 20 août dernier d'Abdel Basset Al-Megrahi, ont suivi un mode de fonctionnement, une fois de plus, trop prévisible.

Aérogare de Tripoli,
trente-sept ans plus tard...

Kadhafi est un chef d'État coutumier des réceptions euphoriques dans son aérogare de Tripoli. Le 29 octobre 1972, il s'était déjà distingué en organisant une belle *surprise party* à la descente d'avion de Mohammed Safady et de Adnan Al-Gashey, deux preneurs d'otages palestiniens rescapés des attentats de Munich. Trente-sept ans plus tard, lorsque le guide libyen accueille en héros national un homme cancéreux, moribond, détenu huit ans à Glasgow parce que les juges écossais et les familles des victimes l'identifient — à tort ou à raison — comme l'un des auteurs de l'attentat de Lockerbie, le quotidien panarabe *Al-Quds Al-Arabi* ramène, dans l'éditorial du 23 août reflétant l'opinion du journal, une nourriture déjà cuite et recuite. Trois brefs extraits valent la peine d'être traduits² :

« Il nous est difficile de comprendre les réactions outrées des Britanniques et des Américains face à l'accueil officiel et populaire réservé à Abdel Basset Al-Megrahi lors de son retour à Tripoli pour des raisons humanitaires [...] »

« Les services [secrets américains] qui ont fourni à la cour [écossaise] des documents prouvant la culpabilité d'Al-Megrahi sont précisément ceux qui ont fabriqué les documents confirmant l'achat d'uranium par l'Irak au Niger [...] ces fausses informations qui ont servi de prétexte à l'invasion de l'Irak [...] »

« La Libye, son peuple et son gouvernement ont organisé pour Al-Megrahi la fête qu'il méritait, alors qu'il avait passé des années à clamer son innocence [...] »

Le 26 août, *Ash-Sharq Al-Awsat*, autre journal arabe de diffusion internationale, a réservé sa page de couverture à un reportage sur la famille d'Al-Megrahi³. Le père du présumé terroriste ex-

1 Le livre *Manipulations africaines*, écrit par Pierre Péan (Plon, 2001), développe une thèse qui, au lieu de la filière libyenne, attribue l'attentat contre l'avion de l'UTA à une filière iranienne, en représailles des trahisons de la France, qui n'aurait pas rempli ses engagements négociés dans le dénouement de la crise des otages au Liban.

2 « Tassarouf Amriki Mouqaziz », Ray Al-Quds : « Comportement américain dégoûtant », l'opinion d'Al-Quds, *Al-Quds Al-Arabi*, 23 août 2009.

3 « Al-Megrahi's Father : If There Was Any Evidence I Would Have Killed Him Myself », *Ash-Sharq Al-Awsat*, le 26 août 2009.

plique : « Mon fils, je lui ai donné la meilleure éducation. S'il y avait eu la moindre preuve qu'il a fait exploser cet avion, je l'aurais tué de mes propres mains. Dans le voisinage, on connaît mon fils depuis son enfance, pour sa politesse, pour son amour des gens, pour son attachement à l'intégrité, à la moralité et pour ses attitudes pacifiques. De nombreuses familles du voisinage ont donné le prénom de mon fils à leur fils, car ils ont connu Abdel Basset pour sa politesse et son amour [...] ».

Ces deux articles de la presse panarabe ont en commun leur aspect formel, ils restent en surface, resservent les plats. Un véritable questionnement consisterait à s'interroger sur les possibilités de production de la violence, y compris chez soi, dans le monde arabe, comme dans toutes les sociétés. Au contraire, en choisissant de publier le reportage sur la famille d'Al-Megrahi, avec emphase, à la une du journal, *Ash-Sharq Al-Awsat* prend le risque d'anesthésier son lectorat. Le message transmis est que dans les sociétés arabes, où existent encore, comparé à l'Occident « dévoyé », les valeurs de la probité et de l'éducation, la culpabilité est hors contexte, presque impossible. Plutôt que de s'aventurer dans les voies difficiles de la réflexivité, mieux vaut valider une réalité « formelle » — « l'Occident nous a menti, ce n'était pas nous » — qui rassure et déculpabilise. On pourrait, comme Anis Zellighi, co-auteur d'un récent ouvrage sur les médias en Méditerranée⁴, attribuer à ce type de messages une fonction « tribunitienne », corollaire d'une dépolitisation du monde arabe et d'une fossilisation des pouvoirs en place. En d'autres termes, l'absence d'alternatives politiques et idéologiques profondes, face à des régimes indéboulinables, aurait favorisé la floraison, dans les années nonante, de médias panarabes, surtout télévisuels (Al-Jazira), où s'expriment des opinions diverses, d'apparence libérées et vindicatives, mais réellement ampoulées.

4 Anis Zellighi, « Dépolitisation et médias dans le monde arabe », dans *Les médias en Méditerranée*, Actes Sud, 2009.

Les raisonnements éditoriaux d'*Al Quds Al-Arabi* sont parfaitement déclamatoires : si le prévenu est accusé par les États-Unis, il est accusé par un accusateur discrédité et le prévenu est innocent. Le caractère douteux du procureur suffirait-il non seulement à préserver — argument acceptable en droit — la présomption d'innocence, mais carrément à prouver l'innocence de l'accusé ? Dans la majorité des approches de ce style, que l'on retrouve dans des médias arabes ou autres, le même syllogisme élèvera automatiquement l'accusé au rang de héros et de martyr.

Occasion politique manquée,
mais vulgarité confirmée

Certains médias arabes se méfient cependant de ces raisonnements circulaires. Un article de Ghassan Charbel, publié sur le site internet libanais « Now Lebanon », pointe du doigt la reproduction quasi automatique d'un vieux fonds de commerce⁵ : « Les spécialistes de la théorie du complot n'auront pas besoin de faire appel à Seymour Hersh, ni à Robert Fisk ou à d'autres journalistes occidentaux pour accréditer qu'on nous cache la vérité. Il est probable que les nombreuses et incisives plumes libanaises et arabes, nourries à la culture politique de Saddam Hussein, se tiennent prêtes. Il suffira de sommes modiques pour les activer [...] ».

Dans le même article, Ghassan Charbel suggère que la libération d'Al-Megrahi pour des raisons humanitaires était une occasion unique de modestie, de discrétion et d'intelligence politique, qui aurait permis à Kadhafi de prouver sa capacité de rebondir, de parachever son retour sur la scène internationale.

Le politologue français François Burgat, dans une allusion aux richesses pétrolières de la Libye, a commenté que « Kadhafi peut se payer le luxe de l'impertinence ». Mais faut-il qualifier de simple « impertinence » l'affaire des deux citoyens

5 Ghassan Charbel, « Al-Megrahi, un héros douteux du monde arabe », article du site internet Now Lebanon repris par le *Courrier international* dans son édition du 3 au 9 septembre.

suisses retenus plus d'un an comme otages en Libye, dans une version punique du « Tu m'as pris Josépha, j'ai ta femme! », de Balzac? La mésaventure des deux Helvétès était une grosse revanche pour l'arrestation en juillet 2008, à Genève, du fils cadet de Kadhafi... Ne serait-il pas plus juste d'affirmer que Kadhafi, en recourant au chantage, en instrumentalisant la maladie d'un homme, nous gratifie de son insatiable fatuité? Si la question sur la culpabilité ou l'innocence d'Al-Megrahi est, peut-être, source de polémiques éternelles, le pathos du guide libyen nous autorise par contre à formuler à son propos, sans « ethnocentrisme ou moralisme obtus⁶ », un jugement irrévocable : derrière sa stature, ses boursoufflures, se cache un goût immodéré pour la vulgarité. ■

Honduras coup d'État et démocratie

KAREN BÄHR CABALLERO

Le Honduras vit la crise politique la plus longue de son histoire. Plus de trois mois ont passé depuis le 28 juin 2009, jour où les Honduriens apprenaient, incrédules, que les militaires avaient expulsé Manuel Zelaya du pays offrant au monde le spectacle tragicomique d'un président en pyjama dénonçant le coup d'État dont il était victime.

Cette crise a été déclenchée à la suite du projet du président Zelaya d'organiser un référendum sur la réforme de la Constitution. L'interprétation de cet événement la plus couramment acceptée et qui a fait le tour du monde était que le président hondurien a été dépossédé de son investiture de façon illégale, mais qu'il s'agissait là d'une réponse à son intention, tout aussi illégitime, de vouloir se maintenir absolument au pouvoir¹. Le monde pouvait, une fois de plus, se moquer

de cette république bananière où les matchs de football pouvaient se terminer par une guerre². Hélas!, la réalité est, comme d'habitude, beaucoup plus complexe. L'essor de la résistance que le mouvement populaire mène sans arrêt depuis plus de nonante jours exigeant la restauration de la démocratie témoigne de cette complexité. Cette réaction des secteurs populaires est d'autant plus inattendue qu'au moment où Zelaya appelait à réformer la Constitution, il ne pouvait compter que sur un faible soutien du mouvement populaire. Si quelques dirigeants s'étaient rangés à ses côtés, plusieurs observateurs s'accordent à dire que ce que Zelaya considérait comme sa base, n'était rien d'autre que les réseaux clientélistes qu'il avait commencé à tisser depuis 1998, alors qu'il était ministre du Fonds d'investissement social du gouvernement de Flores Facusé (1998-2002).

Certes, le processus de réforme constitutionnelle était souhaité par une partie de la gauche qui voulait y voir l'opportunité d'en finir avec le bipartisme³ qui gangrène le système politique hondurien. Mais la plupart des organisations populaires voyaient avec méfiance les propositions de ce membre de l'élite agraire du pays qui avait occupé en 1987 la présidence du Conseil hondurien de l'entreprise privée, la plus grande confédération patronale du pays. Le fait est qu'avant le coup d'État du 28 juin 2009, le processus de création d'une constituante était surtout un projet du président Zelaya auquel s'était jointe une partie du mouvement social. Comment interpréter cette proposition de Zelaya? Au moment de son investiture en tant que candidat du Parti libéral en 2004, sa faction est en franche confrontation avec celle dirigée au sein du même parti par Flores Facusé, ancien président de la République, membre de l'élite

.../... Zelaya a été renversé avant de pouvoir faire aboutir son projet, au moment où il voulait demander à la population s'il était souhaitable de modifier la Constitution (démarche indispensable car celle-ci est verrouillée).

2 Selon l'histoire officielle, un match de football fut le catalyseur de la « Guerre des cent heures » qui opposa le Honduras au Salvador en 1969.

3 Entre le Parti libéral du Honduras (PLH, centre-droit) et le Parti national (considéré comme plus à droite).

6 « Vulgarité », billet d'humeur de Luc Van Campenhoudt, *La Revue nouvelle*, juillet-août 2009.

1 Manuel Zelaya n'a jamais clairement dit ce qu'il voulait modifier dans cette Constitution. C'est ce qui permet à ses adversaires de dire qu'il voulait rester au pouvoir et à ces sympathisants d'affirmer qu'il voulait fonder une démocratie plus participative. .../...

financière hondurienne qui a le plus bénéficié de la globalisation, mais qui est aussi le « cerveau » du coup d'État du 28 juin. Facusé se méfiait de Zelaya, ce riche propriétaire terrien qui ne partageait pas les mêmes intérêts que lui sur le plan économique. Il n'empêche, Zelaya est finalement élu en novembre 2005 à la présidence de la République.

Les deux premières années du gouvernement Zelaya ont été marquées par les tentatives de gagner la confiance de l'élite de son parti et de l'élite tout court. C'est ce qui explique la mise en œuvre du Traité de libre-échange avec les États-Unis (signé par le gouvernement précédent), la signature d'accords similaires avec Panama, Taiwan et la Colombie ainsi que les facilités accordées aux zones franches, ces entreprises manufacturières qui s'appuient sur de la main-d'œuvre bon marché. Tout cela se déroulait au moment même où le mouvement populaire dénonçait, d'une part, l'effet négatif de l'internationalisation de l'économie hondurienne sur la majorité de la population hondurienne et, d'autre part, les pratiques abusives des entreprises transnationales, en particulier celles qui opèrent dans l'exploitation des mines et des bois.

Mais son style franchement populiste et sa gestion de la chose publique, qui bénéficiait en premier lieu à sa propre clientèle, ont contribué à augmenter son isolement vis-à-vis d'une partie de l'élite qui sentait que son emprise sur l'État allait en diminuant. L'isolement interne qui se faisait sentir de plus en plus a eu pour effet de pousser Zelaya à renforcer davantage les alliances externes. Dans sa quête d'un appui international, Patricia Rodas, la ministre des Affaires étrangères du gouvernement Zelaya, a joué un rôle crucial. Rodas est la fille de Modesto Rodas, un cacique libéral qui, en 1963, avait vu frustrer ses intentions présidentiables par un coup d'État. Rodas estime que son père a été trahi par la faction du parti dirigée par le père de Flores Facusé. Dès sa jeunesse, Rodas s'était rapprochée de la faction de « gauche »

minoritaire au sein de son parti, le Parti libéral, et avait tissé des liens avec le Nicaraguayen Daniel Ortega et le Vénézuélien Hugo Chavez, tout en restant libérale.

C'est ainsi que ce qui était d'abord un rapprochement pragmatique avec le Venezuela est devenu une alliance politique qui s'est accentuée sous l'effet de la crise énergétique dont avait hérité Zelaya. La flambée des prix au niveau mondial avait en effet obligé Zelaya à décréter l'état d'urgence quatre jours seulement après son investiture. Rationaliser l'accès du Honduras au marché du pétrole devenait ainsi crucial et donnait à la politique extérieure une dimension primordiale. Zelaya a alors mis en œuvre toute une série de mesures telles que l'importation du pétrole via un système d'appels d'offres internationaux. Des négociations ont été entamées avec le Brésil pour recevoir une assistance technique pour la production d'éthanol. Enfin, des accords étaient conclus avec le Venezuela en vue d'acheter des produits dérivés du pétrole à des prix avantageux. C'est ce qu'on a appelé l'initiative Petrocaribe.

« Virage à gauche »

Ce rapprochement avec le Venezuela et la politique sociale impulsée par Zelaya ont vite été considérés comme un « virage à gauche ». En réalité, Zelaya ne s'est pas attaqué aux privilèges structurels de l'élite hondurienne. Ses mesures sociales étaient un mélange hétéroclite de programmes ciblés de *soulagement* de la pauvreté — promu par la Banque mondiale dans tous les pays du tiers-monde pour légitimer les mesures économiques néolibérales — et de mesures populistes. Il ne s'agissait pas de programmes visant à produire une citoyenneté sociale et s'en prenant aux causes structurelles de la pauvreté et à l'inégalité. En outre, le passage du discours à la pratique restait teinté d'ambiguïté : le jour de l'investiture de Daniel Ortega à la présidence de la République du Nicaragua, alors que Zelaya faisait un discours enflammé contre l'impéria-

lisme, la police réprimait sous ses ordres une manifestation paysanne exigeant une régulation juridique des activités minières. En même temps, le président accordait la dérogation qui permet aux entreprises *maquiladoras*⁴ de ne pas appliquer la loi sur le salaire minimum aux entreprises ayant des activités dans les régions les plus pauvres du pays.

Mais l'inclusion du Honduras à l'Alba⁵ — initialement appuyée par les entrepreneurs honduriens du fait des conditions avantageuses dont ils profitaient également — est le début d'une escalade de méfiance, soupçons et accusations d'intégration du Honduras au projet socialiste de Hugo Chavez. Cette escalade s'est traduite dans la relation tortueuse qu'a connue le président Zelaya avec la presque totalité des médias qui sont la propriété des riches entrepreneurs honduriens.

C'est dans ce contexte que se produit le coup d'État du 28 juin qui vient complètement changer la donne. En effet, en défenestrant Zelaya, le complexe économique, médiatique et militaire qui a promu le coup d'État a ouvert une boîte de Pandore. Ce faisant, il offre le pouvoir au secteur le plus rétrograde de la droite hondurienne. Il est donc évident que le pouvoir *de facto* s'attaque ainsi aux avancées démocratiques de ces dernières décennies. La tentative de restaurer le service militaire obligatoire, la participation des groupes religieux fondamentalistes (évangéliques et catholiques) à la sphère politique et la diabolisation de la gauche sont autant d'illustrations de cette nouvelle politique. Mais le plus frappant a été la réaction violente et disproportionnée des putschistes pour réprimer le mouvement de résistance à ce coup d'État. L'armée, que les Honduriens pensaient désormais moderne et soumise au pouvoir civil, apparaît à nouveau comme un organe de répression dont

les pratiques rappellent les moments les plus honteux de la guerre froide. Dans ces circonstances, la question n'est plus de soutenir Zelaya ou pas. L'urgence est de rétablir les institutions et de rétablir le processus de démocratisation.

Ce qui était au moment du putsch un rassemblement d'organisations, disparate et désarticulé, s'est transformé au fil du temps et de la répression en un mouvement social de plus en plus structuré. La résistance est devenue un acteur indispensable de la solution à la crise politique, mais aussi du devenir démocratique du pays. Le projet de réforme de la Constitution a donc changé de nature pour devenir maintenant un projet viable et légitime dès lors que le secteur populaire organisé a acquis la capacité d'y contribuer directement. La participation populaire dans la construction de la démocratie n'est plus un concept vide de sens, mais annonce désormais l'espoir d'une refondation de la société hondurienne, sur un mode plus juste et plus libre.

Au moment où ces lignes sont écrites, la crise politique au Honduras s'est aggravée. Le régime a donné clairement sa « version de la démocratie » : meurtres, détentions illégales, torture, violation de domicile. Le tableau s'est encore assombri avec sa tentative de supprimer les garanties individuelles pour une période de quarante-cinq jours. Dans ce contexte, le rôle de la communauté internationale s'avère évidemment primordial. ■

29 septembre 2009

Roger Aubert (1914-2009)

ALBERT BASTENIER

Il avait fêté ses nonante-cinq ans cette année. Et, peu avant son décès, en hommage à celui qui fut pour eux un maître à penser, ses collègues historiens, amis et disciples, venaient de publier un volumineux recueil consacré à la papauté aux XIX^e et XX^e siècles. Le sujet était au centre des intérêts intellectuels de Roger Aubert, es-

4 Entreprise bénéficiant d'exemption de droits de douane pour produire des produits à moindre coût à partir de composants importés.

5 Alliance bolivarienne pour les peuples d'Amérique, qui se veut une alternative au projet de « Zone de libre-échange des Amériques » (ex-Alena) lancé par les États-Unis.

prit plus qu'attentif aux relations entre l'histoire religieuse et l'histoire sociopolitique contemporaine. Dès 1952, il avait lui-même publié, dans une veine de recherches qu'il n'abandonna jamais, une importante étude sur *Le pontificat de Pie IX*. Au travers de son expression toujours mesurée, mais sans fard, la rigueur de ses analyses stimulantes avait contribué à sortir l'historiographie religieuse du souci apologétique qui l'accablait jusqu'alors. À cette époque à Rome, le Saint-Office n'avait pas pris de sanction, mais n'avait pas caché une forte mauvaise humeur à l'égard de ce prêtre et jeune professeur de l'université catholique de Louvain (où il venait d'être nommé) qui avait l'audace de formuler une évaluation négative du pape dans sa gestion de la « question romaine » et la publication du *Syllabus* contre les libertés modernes. Certains pensent que c'est la raison pour laquelle il ne figura pas parmi les experts qui assistèrent les évêques belges durant le concile Vatican II.

L'épisode ne constitua pas un barrage pour la carrière universitaire de Roger Aubert qui s'acheva normalement en 1984. La qualité de ses travaux historiques, unanimement reconnue, lui conféra rapidement une reconnaissance internationale. C'est ainsi que, à côté de sa charge d'enseignement d'histoire contemporaine et d'histoire de l'Église, il assura la direction de deux importants organes d'expression scientifique : à partir de 1952, celle de la *Revue d'histoire ecclésiastique* (publiée à Louvain) et, à partir de 1955, celle du *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques* (publié à Paris). Ses propres ouvrages et articles furent très nombreux (plus de six cents) et toujours reçus avec intérêt et curiosité pour la largeur pénétrante de ses vues. Parmi ceux-ci, il faut évidemment mentionner sa contribution dans la monumentale *Nouvelle histoire de l'Église* (cinq volumes entre 1963 et 1975) dont il assura la direction avec L.-J. Rogier et M. D. Knowles, *Vatican I* (1964) et *150 ans de vie des Eglises* (1980).

Mais Roger Aubert fut également un grand ami et collaborateur de *La Revue nouvelle*. Dès la

fin des années quarante, proche de l'équipe des fondateurs de notre mensuel, il participa aux réunions de son comité de direction. Il y fut invité par son ami Jean Jadot qui voulait le voir reprendre le flambeau de la chronique « L'Église dans le monde ». Depuis 1948, il avait publié plusieurs articles dans la revue, mais repoussait toutefois l'invitation à figurer explicitement dans son comité. Dans un entretien avec J.-L. Jadoulle¹, il suggère lui-même que c'était sans doute une réserve qu'il gardait en raison de sa charge d'enseignement au séminaire de Malines et de la désapprobation que le cardinal Van Roey avait exprimée au sujet de la position favorable que le comité de direction de la revue avait adoptée juste après la guerre à l'égard de l'UDB (Union démocratique belge). Homme à l'esprit libre, Roger Aubert était cependant souple et consentait à se plier aux circonstances.

En 1953, Jean Delfosse, alors rédacteur en chef de la revue aux côtés d'André Molitor son directeur, emporte néanmoins son adhésion. Il entre donc dans le comité de rédaction où il restera jusqu'en 1979. Lorsqu'il décide de s'en retirer, il fait part à certains de ce qu'à son avis la place occupée par les jeunes générations doit y être respectée et que, en même temps, dit-il, le type de préoccupation pour la chose religieuse parmi eux s'est transformé sans qu'il soit sûr d'encore s'y retrouver pleinement. Mais durant les vingt-cinq années de sa participation, ses contributions n'avaient pas manqué d'une verve prospective qui témoigne de ce qu'il croyait profondément à l'indispensable travail de mise à jour de la réflexion dans le monde chrétien, catholique et au-delà. C'était là une préoccupation centrale des fondateurs de la revue, comme le révèle la composition des sommaires de l'époque : près de 20 % des articles publiés entre 1945 et 1965 portent sur des matières religieuses. Roger Aubert lui-même était sensible comme peu le furent au défi que représentait pour le christia-

1 Jean-Louis Jadoulle, *Chrétiens modernes ? L'engagement des intellectuels catholiques « progressistes » belges de 1945 à 1958*, Academia-Brylant et Les Presses universitaires de Louvain, 2003.

nisme l'inadaptation de ses formes historiques. Ce souci transparaît fort bien dans l'article de réflexion rétrospective qu'il publia en décembre 1969 à l'occasion de son vingt-cinquième anniversaire et intitulé « *La Revue nouvelle* et l'aggiornamento dans l'Église ». Bien avant cela, il avait déjà livré quatre longs articles sur « La théologie catholique au milieu du XX^e siècle » qui, lorsqu'ils furent rassemblés pour une réédition remaniée, lui valurent quelques difficultés à Rome. Son attachement à la revue et sa conviction que la réflexion qu'elle développait devait absolument être poursuivie se manifestèrent enfin dans le soutien matériel important qu'il lui apporta au moment de la petite tourmente financière qu'elle connut tout à la fin des années soixante, lorsque la maison Casterman décida qu'elle n'assumerait plus l'édition et la diffusion de la publication.

Depuis cette époque, bien des évolutions se sont produites dans le climat intellectuel de notre société qui ont transformé les principaux centres de préoccupation au sein de notre comité de rédaction. Nombre de nos collaborateurs n'entretiennent pas de liens explicites avec la tradition chrétienne et, lorsqu'ils en entretiennent un, la chose religieuse n'est plus envisagée en fonction des bénéfices qui pourraient en découler pour l'institution ecclésiastique. Elle n'est pas délaissée et les racines de la revue continuent d'y nourrir la sensibilité culturelle de plus d'un, mais ce sont plutôt les interactions entre les domaines de la vie collective et des convictions spirituelles et/ou religieuses qui déterminent la place qui lui est dévolue.

Les préoccupations prioritaires ont donc changé au sein de notre publication. Mais le rôle que Roger Aubert y a tenu n'a pas été sans importance dans cette évolution. Cet historien infatigable était certes un homme prudent qui voulait porter un jugement nuancé sur le mouvement des idées et des conduites. Il voulait éviter tout exclusivisme et repoussait la rapidité des pensées d'avant-garde qui souvent débouche dans une rhétorique pseudo-explicative plutôt que dans une réelle connaissance pour l'action. C'était donc un initiateur intellectuel serein qui ne se laissait enfermer dans aucune certitude idéologique ou institutionnelle. On peut penser que la perception acérée que cet esprit libre avait de la permanence des intrications entre les cadres de la vie sociale et ceux des croyances collectives a préparé les esprits de plus d'un parmi nous à comprendre les transformations culturelles en cours et à en assumer les exigences. C'est peut-être grâce à l'influence de personnalités comme la sienne que le comité de rédaction de *La Revue nouvelle* est parvenu à assurer son renouvellement générationnel et, tout au long de presque soixante-cinq ans d'existence, à garder au mieux l'inspiration d'ouverture intellectuelle des origines. Merci Roger Aubert. ■